

## DERNIÈRES RESSOURCES ET RECHERCHES

### Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010,

#### Atteindre les marginalisés

Ce rapport de l'Unesco examine les enfants dont les besoins en matière d'éducation ont été négligés et les raisons de cette situation. Il analyse en particulier l'éducation et le soin de la petite enfance et notamment l'accès à ces services. Il évalue le coût de l'atteinte des objectifs en la matière, examine les effets de la malnutrition, l'importance de l'équité, les améliorations des services sanitaires, les questions qui restent à traiter, les modèles des programmes, l'enseignement préscolaire et les progrès réalisés jusqu'à présent.

[http://www.unesco.org/en/efar\\_eport](http://www.unesco.org/en/efar_eport)

### Nouveau journal : « L'enfance en Afrique : un journal interdisciplinaire »

L'institut pour l'enfant africain (Institute for the African Child) de l'université d'Ohio a récemment lancé sa revue semestrielle. Elle entend se nourrir de différentes disciplines universitaires et être sur le devant de la scène des questions africaines et africanistes. Il est préconisé à tous les chercheurs et professionnels de soumettre des articles qui seront évalués pour leur éventuelle publication.

[http://www.afrechild.ohio.edu/Childhood In Africa/index.html](http://www.afrechild.ohio.edu/Childhood%20In%20Africa/index.html)

#### Édition et mise en page:

Louise Lamphere Beryl  
(louise.beryl@gmail.com)  
Contacts à la Banque Mondiale:  
Marito Garcia  
(mgarcia1@worldbank.org)  
ou Michelle Neuman  
(mneuman@worldbank.org)



Yetunde Ijaiya

Garderie pour la petite enfance,  
État de Kwara, Nigéria (Article p. 2)

Dans ce numéro...

- Analyse financière pour le développement DPE en Guinée p. 1
- Mise à jour sur l'initiative DPE pour l'Afrique p. 2
- Le point au niveau des pays: Libéria et Nigéria p. 2

Dernières ressources et recherches  
Prochains événements et dates limites

## En bref : « Analyse financière pour le développement de l'éducation de la petite enfance en Guinée », une étude d'Emmanuel Traoré et de Drissa Condé

### Stratégies pour l'essor et la durabilité du développement de la petite enfance

Par Louise Lamphere Beryl, l'initiative DPE en Afrique

En 1996, la Guinée a lancé une politique de protection et d'éducation de l'enfance (Document de politique nationale de l'éducation préscolaire et de la protection de l'enfance). Cependant, 10 ans après, les résultats en matière de développement holistique de la petite enfance sont encore faibles (6,9 %) et le taux d'analphabétisme chez les adultes reste encore élevé (72 %). Avec le soutien du Fonds de développement de programmes d'éducation FTI, de la Banque mondiale (Nathalie Lahire, économiste de l'éducation, chef de groupe de travail) et du gouvernement de Guinée, une étude a été confiée pour développer des stratégies de financement du DPE en Guinée. Grégoire Tonguino, du ministère des Affaires sociales, et Emmanuel Traoré, consultant principal, ont présenté les résultats de cette étude lors de la 4<sup>ème</sup> conférence internationale africaine sur le DPE organisée à Dakar (Sénégal).

M. Traoré et son collègue Drissa Condé ont mis en évidence les opportunités qui existent en matière de soutien au développement de l'éducation de la petite enfance. Ils ont proposé la construction de 387 centres de DPE de proximité additionnels et le recrutement de 1161 enseignants d'ici 2020. Le coût total de ce projet est d'environ 20,88 millions de dollars et serait partagé entre trois parties prenantes : l'État, les partenaires du développement et le secteur privé (par exemple les ONG et les autres associations). Ils ont proposés trois scénarios possibles pour atteindre cet objectif décrivant la manière dont les coûts seraient couverts. Dans le premier scénario, l'État apporterait 40 % du total (soit 5,55 millions de dollars) pour la construction et l'équipement de 155 centres

de DPE de proximité, les partenaires du développement et le secteur privé prenant en charge chacun 30 % (ou 4,6 millions de dollars) du montant global pour 116 centres respectivement. Dans ce scénario, les salaires des éducateurs sont couverts par les subventions des CRD (communautés Rurales de développement) pour les 12 prochains mois et les districts supervisent le personnel. Dans le deuxième scénario, l'État et le secteur privé couvriraient chacun 30 % du total et les partenaires du développement les 40 % restants. Dans ce cas, les salaires des éducateurs seraient incorporés au budget 2010 de l'État et les subventions CRD permettraient de prendre en charge le personnel. Dans le troisième scénario, l'État couvrirait 20 % du budget du projet (ou 2,7 millions de dollars) pour la construction et l'équipement de 77 centres de DPE de proximité, les partenaires du développement apporteraient 50 % du total (ou 6,94 millions de dollars) destiné à 194 centres, et le secteur privé ferait une contribution de 30 % du montant global (ou 4,16 millions de dollars) pour 116 centres. Dans ce dernier scénario, les salaires des éducateurs seraient incorporés dans le budget 2011 de l'État et les associations locales et nationales superviseraient le personnel. Dans les trois scénarios ils proposent que l'état augmente la part du budget de l'éducation consacrée à la petite enfance de 1,4 % à 4% et il est prévu de supprimer les frais de scolarité. Dans le deuxième et le troisième des programmes de repas scolaires seraient incorporés au niveau des centres communautaires. La Guinée devra faire un choix entre les trois scénarios, ce qui devrait aider à améliorer la qualité et l'accès du développement de l'éducation de la petite enfance. ■

### Prochains événements et dates limites

#### 21<sup>ème</sup> conférence internationale biennale ISSBD

Lusaka, Zambie  
Du 18 au 22 juillet 2010

Sujet : développement humain pendant le cours d'une vie, y compris la petite enfance.

Intervenants PE : Professeurs Kofi Marfo et Alan Pence

Inscription : 30 juin  
<http://www.issbd2010.com>

#### Le 2<sup>ème</sup> atelier technique de l'Initiative de DPE en Afrique,

Le Cap, Afrique du Sud  
Du 26 au 28 juillet 2010

Sujet : Le DPE en action, les stratégies pour améliorer la qualité et l'accès.

Point culminant: Les visites aux centres de la petite enfance au Cap.

#### Conférence mondiale de l'Unesco sur l'EPPE

Moscou, Russie  
Du 27 au 29 septembre 2010

Sujet : l'EPPE en tant que première étape et fondement de la création de richesses des nations.

Intervenants PE : Indéterminé

Note conceptuelle :  
[unesdoc.unesco.org/images/0018/001873/187376e.pdf](http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001873/187376e.pdf)

## DERNIÈRES RESSOURCES ET RECHERCHES suite

### Registres de présence variable aux programmes d'apprentissage pour la petite enfance dans les pays en développement

Les chercheurs comparent, en utilisant l'enquête en grappes à indicateurs multiples (EGIM) et l'enquête démographique et sanitaire, les taux d'assiduité aux programmes d'apprentissage dans 52 pays en développement. Les résultats indiquent que l'assiduité des enfants au programme d'apprentissage pour la petite enfance dépend de l'âge de ces derniers, du niveau d'éducation de la mère et des ressources économiques du ménage.

<http://www.informaworld.com/smpp/content~db=all?content=10.1080/03057920701712833>

### Enseignement bilingue et multilingue au cours de la petite enfance

Le docteur Jessica Ball de l'université de Victoria a préparé le rapport de l'Unesco intitulé « Améliorer l'apprentissage des enfants ayant des bagages linguistiques différents : l'enseignement bilingue ou multilingue reposant sur la langue maternelle au cours de la petite enfance », qui évalue des recherches précédentes sur cette question et met en lumière l'importance de prendre en compte la langue dans l'éducation au cours de la petite enfance.

[http://www.ecdip.org/docs/pdf/UNESCO\\_Summary\\_2010.pdf](http://www.ecdip.org/docs/pdf/UNESCO_Summary_2010.pdf)

### Objectifs du rapport de la BM, petite enfance pour lutter contre la malnutrition

Le rapport de la Banque mondiale, « Augmentation graduelle de la nutrition : quel est le coût ? » indique que les investissements doivent porter sur la petite enfance (surtout avant 2 ans) et présente les stratégies pour obtenir des fonds permettant de réduire les frais supplémentaires futurs.

[http://extop-workflow.worldbank.org/extop/ecommerce/catalog/product?item\\_id=9266702](http://extop-workflow.worldbank.org/extop/ecommerce/catalog/product?item_id=9266702)

## Le point au niveau régional

### L'Initiative de développement et de protection de la petite enfance en Afrique

Par Michelle Neuman, directrice du programme, l'Initiative DPE en Afrique

L'équipe de l'initiative DPE en Afrique travaille en étroite collaboration avec les chefs des équipes de projets de la Banque mondiale, les fonctionnaires du gouvernement et les partenaires du développement afin d'achever les activités analytiques, de renforcement des capacités et d'assistance technique dans les huit pays ciblés (Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Tanzanie/Zanzibar, et Zambie). Les résultats des analyses de situation, des évaluations de l'écart et des études de faisabilité réalisées en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigéria et en Zambie seront utilisées pour alimenter le processus de décision politique et programmatique en matière de DPE. Les subventions FDPE ont également soutenu le travail des experts DPE avec les fonctionnaires des ministères du Libéria, du Mali et du Niger afin de préparer les composants DPE des Plans

sectoriels d'éducation et des politiques et plans d'action DPE au niveau national. Dans les pays où ces activités ont été achevées, il s'agira désormais de diffuser cette information aux principaux décideurs et d'identifier les sources de financement pour le développement du programme national. Nous nous concentrons également sur le développement de projets financés par la Banque mondiale dans des pays où le gouvernement dispose de capacités importantes et d'une ferme volonté de passer à l'échelle supérieure en mettant en place des programmes DPE efficaces. Pour soutenir tous ces efforts, un deuxième atelier technique est planifié au Cap, du 26 au 28 juillet 2010. Les sujets à traiter seront annoncés dans le prochain bulletin : restez informés ! ■

## Le point sur les pays : Libéria

### Progrès vers une politique DPE intersectorielle nationale

Par Yukhiko Amnon, directrice exécutive de l'Unité DPE/pré-scolaire du Ministère de l'Éducation

Afin de commencer le développement de programmes DPE, le Ministère de l'Éducation du Libéria a récemment confié la réalisation de trois études : une évaluation des besoins de la famille et de l'enfant, une analyse des ressources et une analyse des politiques. Elles ont été financées par l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) et l'Open Society Institute (OSI) de Londres. Les résultats ont été utilisés par le Ministère de l'Éducation avec le soutien de nombreux partenaires y compris l'aide financière DPE gérée par la Banque mondiale (Nathalie Lahire, économiste de l'éducation, chef d'équipe de projet) et l'assistance technique du professeur Juliana Seleti, afin de développer une politique encourageant la collaboration intersectorielle et des mesures holistiques en faveur de l'éducation, la santé et le bien-être de l'enfant. Cette version préliminaire des politiques porte sur les maladies de l'enfance traitables, la vaccination, la nutrition, les programmes d'éveil du jeune enfant, l'enregistrement des naissances, l'évaluation des enfants, la protection des

enfants, la sécurité, et l'interaction précoce avec des groupes de pairs au niveau de centres DPE qui peuvent être organisés au niveau gouvernemental, de la communauté ou d'un foyer. Dans le cadre du processus de consultations communautaires, une équipe intersectorielle sera déployée dans trois régions (sud-est, centre et nord-ouest) pour présenter et analyser avec les citoyens la politique de DPE. Leurs commentaires seront assemblés et communiqués aux personnes en charge de rédiger la politique afin de les inclure dans la version finale. Cette dernière devrait être présentée au cabinet au mois de juin. En outre, le Ministère de l'Éducation, avec l'aide d'OSIWA, de la Banque mondiale et d'autres partenaires, développera un programme d'étude pour les prestataires de DPE en utilisant une approche de Formation des formateurs. Nous espérons former un grand nombre de prestataires/aidants familiaux et de transformer les centres pilotes pour la mise en œuvre. ■

## Le point sur les pays: Nigéria

### L'État de Kwara améliore la qualité et l'accès de DPE

Par le professeur N.Y.S. Ijaiya, université de Ilorin et M. A.E. Oludare, Doyen, School of Early Childhood Care and Education (École de l'éducation et du soin de la petite enfance)

L'État fédéral de Kwara au Nigéria a fait preuve d'un profond intérêt pour l'amélioration de l'accès et de la qualité de DPE dans le cadre de son programme EPT et OMD. D'abord, des classes de DPE ont été introduites dans la plupart des écoles primaires publiques pour les enfants âgés de 3 à 5 ans (719 classes en 2008). Deuxièmement, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, le Collège d'éducation supérieure d'Oro a été transformé afin de former les enseignants de l'école maternelle et primaire avant leur entrée en fonction. Il héberge également un centre DPE modèle bien équipé pour les enfants âgés de 0 à 6 ans. Une ONG fournit actuellement une formation en cours d'emploi pour les enseignants et aidants familiaux des centres d'écoles publiques. Troisièmement, une équipe d'État a participé à une étude d'impact à Dakar (Sénégal) en décembre 2008. Quatrièmement, le ministre d'État en charge de l'éducation, des sciences et des technologies a créé une équipe de projet en 2008 chargée d'effectuer une

analyse de la situation des centres DPE à Kwara et de préparer un plan stratégique pour l'amélioration de l'accès et de la qualité à ces derniers. L'État de Kwara a préparé un plan de travail DPE et doit mener une campagne de sensibilisation de la population sur ce sujet, et effectuer une analyse de la situation plus exhaustive portant sur tous les centres, les enfants ainsi que les centres d'enregistrement. Enfin, en janvier 2010, l'État de Kwara a accueilli à Ilorin l'organisation de l'atelier de planification et de conception DPE du projet sectoriel d'éducation au niveau de l'État pour les équipes des États de Kwara, Kaduna, et Kano. Avec l'orientation de la Banque mondiale (y compris Olatunde Adekola, spécialiste principale des questions d'éducation, chef d'équipe de projet), de l'UNICEF et du DFID/ESSPIN, les équipes des États ont planifié les activités pour 2010-2011 en vue de soutenir l'amélioration qualitative des classes DPE dans les écoles publiques. ■